



Conseil économique et social

Distr. générale
19 octobre 2009
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2010
25 janvier-3 février 2010

**Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Adventist Development and Relief Agency	2
2. Institute for Policy Studies	4
3. Mbororo Social and Cultural Development Association	8
4. SimplyHelp	10
5. Fondation S. M. Sehgal	11
6. Yad Sarah	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Adventist Development and Relief Agency

(Statut consultatif général accordé en 1997)

I. Introduction

Buts et objectifs de l'organisation : L'organisation bénévole privée Adventist Development and Relief Agency (ADRA), présente dans plus de 125 pays à travers le monde, a été créée en 1956 par l'Église adventiste du septième jour et a pour objectif de mettre en valeur les ressources humaines, d'accroître l'autonomie des populations et de leur donner les moyens de faire face à des situations de crise ou à des difficultés économiques chroniques. Elle a obtenu le statut consultatif général auprès des Nations Unies en 1997. L'ADRA joue un rôle de coordination dans la mise en œuvre de ses programmes; parfois aussi, elle collabore directement avec les organismes compétents des Nations Unies dans les pays en développement pour fournir divers services d'aide. Les programmes de l'ADRA destinés aux populations locales viennent indirectement renforcer les objectifs nationaux des organismes des Nations Unies sur le terrain. En outre, l'ADRA participe régulièrement aux conférences, manifestations spéciales, consultations et ateliers que les Nations Unies consacrent aux question d'aide et de développement. Elle cherche à apporter des changements positifs sans distinction d'appartenance ethnique ou religieuse et à bâtir un futur où priment l'équité, les perspectives d'avenir, la liberté de choix, la gestion responsable des ressources, ainsi que la sécurité tant à titre individuel que collectif. Au niveau mondial, l'ADRA se présente comme un réseau d'organisations non gouvernementales (ONG). Dans les pays en développement, elle dispose d'antennes locales dotées de leur propre conseil d'administration et composées principalement de personnel local. Dans les pays donateurs internationaux, elle s'appuie sur différents bureaux qui l'aident à mobiliser les ressources et lui apportent leur concours technique et administratif pour la planification, l'application, le suivi, l'évaluation et la régularité financière des programmes. Les principaux domaines d'activité de l'ADRA sont la sécurité alimentaire, les soins de santé primaires, le développement économique, les secours en cas de catastrophe et l'éducation de base, l'accent étant plus particulièrement mis sur les femmes et les enfants.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

2005 : a) « Commission du développement social », 8-11 février, New York (États-Unis); b) « Auditions de la société civile dans le cadre du Millenium+5 », 23-24 juin, New York (États-Unis); c) « Débat de haut niveau de l'ECOSOC », 29 juin-1^{er} juillet, New York (États-Unis); d) « Consultations annuelles entre le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et les organisations non gouvernementales », automne, Genève (Suisse); e) « Consultations annuelles entre le Programme alimentaire mondial et les organisations non gouvernementales », automne, Rome.

2006 : a) « Commission de la condition de la femme », 26-28 février, New York (États-Unis); b) « Conférence internationale sur le sida », juillet, Toronto

(Canada); c) « Consultations annuelles entre le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et les organisations non gouvernementales », 27-29 septembre, Genève (Suisse); d) « Réunion mensuelle InterAction du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 14 septembre, New York (États-Unis); e) « Consultations annuelles entre le Programme alimentaire mondial et les organisations non gouvernementales », 11-13 octobre, Rome.

2007 : a) Participation de délégués, les 30 avril, 18 mai et 22 juin, à des réunions organisées à New York (États-Unis) par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires; b) « Commission de la condition de la femme », 25-28 février, New York (États-Unis); c) « Forum mondial », 6-8 juin, New York (États-Unis); d) « Consultations annuelles entre le Programme alimentaire mondial et les organisations non gouvernementales », 19-21 novembre, Rome.

2008 : a) « Commission de la condition de la femme », 25 février-7 mars, New York (États-Unis); b) « Foire de l'innovation », 30 juin-3 juillet, New York (États-Unis); c) participation de délégués, les 28 février, 30 mai, 24 juillet et 8 août, aux réunions mensuelles InterAction du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, à New York (États-Unis); d) « Réunion consacrée au système des coordonnateurs résidents du Programme des Nations Unies pour le développement », 20 février, Rome; e) « Conférence internationale sur le sida », août 2008, Mexico.

2005-2008 : Participation à divers groupes de discussion à New York (États-Unis) : Caucus on Girl's Issues and Concerns, Linkage Caucus et US Caucus; et contribution à l'élaboration des conclusions concertées de l'US Caucus.

Coopération avec les organismes des Nations Unies et/ou les institutions spécialisées sur le terrain et/ou au Siège

L'ADRA a assuré le suivi des accords et partenariats conclus avec les organismes des Nations Unies. Elle a collaboré avec le Programme alimentaire mondial pour faciliter et accélérer la distribution facile et rapide de l'aide alimentaire. Elle a également travaillé avec des États Membres pour la mise en œuvre de projets et l'élaboration de politiques de développement s'inscrivant dans le cadre des plans d'action de l'ONU. Par ailleurs, elle a reçu des subventions du Fonds mondial des Nations Unies, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Activités en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement

Cinq régions géographiques sont concernées : l'Afrique, l'Asie, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et l'Europe orientale. Principales activités entreprises : **Objectif 1 : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Cible 3** : Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. Mesures : a) 88 millions de repas distribués représentant plus de 81 000 tonnes de nourriture; b) formation à la nutrition à l'intention des mères; c) soins nutritionnels aux enfants; d) formation axée sur la production de cultures plus fiables – 4 200 000 personnes concernées. **Objectif 2 : rendre l'enseignement primaire universel.** Donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. Mesures : a) distribution de livres d'une valeur de plus de 22 millions de dollars; b) distribution de fournitures/kits scolaires. **Objectif 3 :**

promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Cible 1 : Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire. Mesures : a) programmes sexospécifiques destinés à assurer la scolarisation des filles; b) programmes d'alphabétisation à l'intention des femmes. **Objectif 4 : réduire la mortalité infantile. Cible 1 :** Réduire le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans. Mesures : a) programmes portant sur la survie de l'enfant; b) campagnes de vaccination. **Objectif 5 : améliorer la santé maternelle. Cible 1 :** Réduire le taux de mortalité maternelle. Mesures : a) fourniture de soins de santé primaires; b) formation d'accoucheuses traditionnelles; c) formation de sages-femmes de village. **Cible 2 :** rendre l'accès à la santé en matière de procréation universel. Mesures : a) offre de services de santé en matière de procréation ou de planification familiale; b) création de centres de santé. **Objectif 6 : combattre le VIH/sida. Cible 2 :** Enrayer la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle. Mesures : a) programmes de prévention du VIH/sida – plus de 10 millions de personnes concernées; b) formation à l'intention des agents sanitaires locaux. **Cible 3 :** Maîtriser le paludisme et d'autres maladies graves et commencer à inverser la tendance actuelle. Mesures : a) formation de chefs religieux en matière de prévention du paludisme; b) éducation préventive à l'intention des populations locales. **Objectif 7 : préserver l'environnement. Cible 3 :** Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement de base. Mesures : a) actions visant à montrer aux populations comment trouver de l'eau potable – plus de 4,2 millions de personnes concernées; b) creusement d'environ 2 000 puits en Afrique. **Objectif 8 : mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Cible 1 :** Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement. Mesures : a) programmes de santé et de développement mis en œuvre avec des partenaires mondiaux dans les pays les moins avancés à travers le monde.

Activités menées à l'appui des principes mondiaux

Tous les 1^{er} décembre, l'ADRA a célébré la Journée mondiale de la lutte contre le sida et participe au débat mondial sur la prise en charge des besoins croissants des populations vulnérables touchées par le VIH/sida. Chaque année, elle a distribué du matériel pédagogique aux donateurs privés et aux organisations locales pour les y sensibiliser.

2. Institute for Policy Studies

(Statut consultatif spécial accordé en 1977)

I. Introduction

Émanation de l'Institute for Policy Studies, le Transnational Institute, créé en 1974, est l'un des premiers instituts de recherche qui soit transnational par son nom, sa composition, son orientation et son approche. Il entend susciter et promouvoir la coopération internationale pour l'étude et la recherche de solutions possibles aux problèmes mondiaux tels que les conflits armés, le pauvreté, la marginalisation, l'injustice sociale et la dégradation de l'environnement. Le cœur de l'institut est constitué par un réseau mondial de chercheurs indépendants et de militants de

causes sociales. Au fil des années, des partenariats étroits se sont tissés avec de nombreuses organisations non gouvernementales en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe orientale et occidentale, ainsi qu'aux États-Unis. Organisation à but non lucratif enregistrée aux Pays-Bas, le Transnational Institute est financé par divers donateurs, dont des groupes religieux, des organisations non gouvernementales de développement, des ministères européens en charge de la coopération au développement et des fondations privées aux États-Unis et en Europe. Le Transnational Institute s'est imposé dans le monde entier comme l'un des principaux instituts internationaux de recherche sur les politiques en matière de drogues. À ce titre, il est souvent invité à des conférences et séminaires pour donner son avis sur les questions de lutte contre la drogue intéressant les Nations Unies. Ses travaux concernant les solutions publiques aux problèmes aigus que pose l'approvisionnement en eau dans les pays en développement ont en outre reçu un très bon accueil auprès du réseau Reclaim Public Water Network.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Au cours de la période considérée, le Transnational Institute a participé aux réunions, coopéré avec les organismes et mené les activités complémentaires ci-après : a) en **2006-2008**, un délégué du Transnational Institute a suivi, en tant que conseiller au sein de la délégation du Gouvernement néerlandais, les réunions de la Commission des stupéfiants. Le Transnational Institute est également membre du Comité de Vienne d'ONG sur les stupéfiants, organisation non gouvernementale officielle qui fait pendant à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et à la Commission des stupéfiants; b) du **7 au 11 mars 2005**, le Transnational Institute a pris part à la quarante-huitième session de la Commission des stupéfiants à Vienne. Avant la réunion, il a distribué un document d'information sur la politique des Nations Unies en matière de réduction des risques intitulé « The United Nations and harm reduction »; une page portant sur la même question a été créée sur son site Internet; c) en **mars 2006**, le Transnational Institute a participé à la quarante-neuvième session de la Commission des stupéfiants à Vienne. Il a coorganisé le forum parallèle des ONG sur un autre mode de développement, et s'y est exprimé. Il a ensuite présenté au nom du Comité des ONG de l'ONU les conclusions de ce forum au débat thématique de la Commission des stupéfiants sur un autre mode de développement; d) en **novembre 2006**, le Transnational Institute a envoyé quatre délégués à la douzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Nairobi. Des documents ont été distribués aux délégués des ONG et aux observateurs lors de manifestations parallèles; e) en **mars 2007**, le Transnational Institute a participé à la cinquantième session de la Commission des stupéfiants à Vienne. Avant la réunion, il a distribué un nouveau document sur la position de l'Organe international de contrôle des stupéfiants concernant la question de la feuille de coca au regard des conventions des Nations Unies se rapportant à la drogue, TNI Drug Policy Briefing 21, mars 2006; f) en **décembre 2007**, le Transnational Institute a envoyé des délégués à la treizième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Bali, en Indonésie. Des documents ont été distribués aux délégués des ONG et aux observateurs lors de manifestations parallèles; g) en **mars 2008**, le Transnational Institute a participé à la cinquante et unième session de la Commission des stupéfiants à Vienne, qui s'est attelée à l'examen de la mise en œuvre de la déclaration politique et des plans d'action formulés à la session

extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au contrôle international des drogues en 1998. Le Transnational Institute a lancé un nouveau site Internet – www.ungassondrugs.org – proposant des commentaires et des publications ainsi qu'un blog régulier sur ces questions; h) en **décembre 2008**, des délégués du Transnational Institute ont assisté à la quatorzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Poznan, en Pologne. Des documents ont été distribués aux délégués des ONG et aux observateurs lors de manifestations en marge de la Conférence.

Coopération avec les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées

a) En **2006**, le Transnational Institute a pris part à une conférence de quatre jours sur le thème du développement dans les zones productrices de drogues et la recherche d'activités de substitution intitulée « Development in a drugs environment: beyond alternative development? »; organisée par la Commission européenne, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, cette conférence a eu lieu au siège de la GTZ à Berlin; b) en **novembre 2007**, le Transnational Institute a participé à Bangkok à un atelier mondial sur l'élaboration d'une stratégie en faveur d'un autre mode de développement; cette conférence, qui portait sur la culture de l'opium et les activités de substitution durables, était organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, l'Agence allemande de coopération technique et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et financée par la Commission européenne. L'atelier a débouché sur plusieurs recommandations clefs adressées aux gouvernements, aux organismes internationaux et à la société civile, qui seront présentées pour examen à l'Assemblée générale des Nations Unies; c) en **juillet 2008**, le Transnational Institute a aidé la délégation néerlandaise auprès du Groupe de travail d'experts intergouvernemental chargé de la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution à se préparer pour le débat de haut niveau de la cinquante-deuxième session de la Commission des stupéfiants en mars 2009; d) en **juillet 2008**, le Transnational Institute a participé à Vienne au forum des ONG « Après 2008 » (Beyond 2008 NGO Forum) organisé par le Comité de Vienne d'ONG sur les stupéfiants avec l'appui de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, où 300 délégués sont venus présenter la contribution de la société civile à l'examen décennal de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce forum était le point d'orgue d'une série de consultations régionales avec les ONG qui ont eu lieu six mois durant à travers le monde; e) **entre 2005 et 2008**, le Bureau du Myanmar et le Bureau du Brésil de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ont repris sur leur site Internet quelques-unes des études et publications du Transnational Institute, notamment celles intitulées : « Downward Spiral: Banning Opium in Afghanistan and Burma », *TNI Drugs & Conflict Debate Paper* (juin 2005) et « Paco Under Scrutiny – The cocaine base paste market in Argentina, Uruguay and Brazil », *TNI Drugs & Conflict Debate Papers*, n° 14 (octobre 2006).

Activités en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.

Cible 1 : Le **26 mai 2006**, le Transnational Institute a publié un document d'information sur le VIH/sida et l'utilisation de stupéfiants au Myanmar (HIV/AIDS and drug use in Burma/Myanmar), juste avant l'examen de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2006, qui a eu lieu du 31 mai au 1^{er} juin, à New York (suivi de la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/sida formulée en 2001).

Activités menées à l'appui des principes mondiaux

2005 : a) en **juin**, le Transnational Institute a publié un communiqué de presse à l'occasion de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues; b) le **10 août**, le Transnational Institute a été chargé de l'allocution inaugurale de la troisième Conférence nationale sur les politiques relatives aux drogues organisée à Buenos Aires par l'organisation Intercambios; c) le **24 octobre**, il a été invité à prendre la parole à l'ouverture de la conférence annuelle du Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies qui se réunissait à Budapest, dont le premier jour était consacré à l'évaluation des politiques; le Transnational Institute faisait partie du même groupe que le Directeur adjoint de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime; **2006 :** a) en **février**, le Transnational Institute a présidé la session consacrée au problème de la réduction de l'offre dans les pays producteurs de drogues dans le cadre de la conférence de Wilton Park portant sur l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 2008 consacrée aux politiques internationales en matière de drogues (« International drugs policy: setting the agenda for United Nations General Assembly special session 2008 »); b) en **février**, le Transnational Institute a donné un avis d'expert lors d'une audition devant le Parlement néerlandais sur la réglementation de la vente de cannabis aux « coffee shops » dans le cadre des conventions des Nations Unies relatives aux drogues; c) en **mars**, le Transnational Institute a célébré le 22 mars la Journée mondiale de l'eau en association avec l'organisation internationale Reclaim Public Water afin de vulgariser le concept de partenariats publics-privés. Il en a été de même en 2007. Lors de l'édition 2008 de la Journée mondiale de l'eau, le Transnational Institute a appelé l'attention sur son soutien à l'Alliance mondiale des opérateurs du secteur de l'eau; d) en **octobre**, le Transnational Institute et les membres de sa Commission internationale chargée de la question de la feuille de coca ont rencontré des responsables de l'État plurinational de Bolivie pour s'entretenir des mesures à prendre en vue de retirer la feuille de coca de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961; **2007 :** a) le **30 août**, le Transnational Institute a participé à la Conférence internationale de la société civile à l'appui de la paix israélo-palestinienne organisée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien au Parlement européen, à Bruxelles; b) en **décembre**, le Transnational Institute a répondu au discours du Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Antonio Costa, et est intervenu dans le cadre de groupes de discussion sur les tendances des politiques latino-américaines et mondiales à la Conférence sur la réforme des politiques relatives aux stupéfiants, qui a eu lieu à la Nouvelle-Orléans, aux États-Unis, à l'initiative de la Drug Policy Alliance; c) en **décembre 2008**, dans le cadre de son programme d'action transnational en faveur des migrants (Transnational Migrant Platform), le Transnational Institute a célébré la Journée internationale des migrants

en accueillant aux Pays-Bas un forum sur les conventions des Nations Unies et la politique actuelle de l'Union européenne et matière de migration.

3. Mbororo Social and Cultural Development Association

(Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

Buts et objectifs : La Mbororo Social and Cultural Development Association (MBOSCUDA) veut donner aux éleveurs mbororos les moyens de réaliser un développement durable et équitable – et d'en définir les règles; elle cherche aussi à garantir leurs droits fondamentaux, sociaux, culturels et économiques en tant que citoyens camerounais dynamiques et appréciés. Ses objectifs et plans d'action sont les suivants : a) renforcer l'unité entre ses membres ainsi qu'avec d'autres peuples par la voie du dialogue, de la coopération et de l'intégration sociale; b) favoriser le développement économique, social et culturel des Mbororos (en particulier des femmes) en vue d'améliorer leurs conditions de vie; c) promouvoir l'éducation des jeunes Mbororos; d) améliorer leurs pratiques agropastorales; e) assurer une protection maximale de l'environnement; f) contribuer et prendre part à toutes les initiatives visant à mieux gérer les pâturages et l'environnement; g) encourager toute forme de coopération avec quiconque – particulier ou entreprise – pourrait œuvrer à la réalisation des buts et objectifs des Mbororos.

Modification intervenue au sein de l'organisation : L'Association est en passe de revoir ses statuts mais ses buts et objectifs demeurent inchangés. **Nouvelles affiliations :** L'Association MBOSCUDA a obtenu le statut d'observateur auprès des organisations suivantes : i) Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore – instance de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle – et ii) Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

a) Manifestation en marge de la quarantième session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, novembre 2006, Banjul, Gambie. Un délégué de l'Association MBOSCUDA a pris part et contribué aux débats de la plénière de la réunion des ONG qui a duré deux jours; b) manifestation en marge de la quatrième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, avril 2005, New York, États-Unis. Un délégué de l'Association MBOSCUDA a fait un exposé sur la situation des éleveurs mbororos; c) Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, onzième session, juillet 2007, Genève, Suisse. Un délégué de l'Association MBOSCUDA a prononcé un discours et a été élu membre du Fonds volontaire de l'OMPI pour les communautés autochtones et locales accréditées; d) formation organisée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur le renforcement des

capacités des communautés en vue de protéger les savoirs traditionnels, les manifestations culturelles et les ressources génétiques, 10 décembre 2007, Genève, Suisse. Un délégué de l'Association MBOSCUA a fait un exposé sur les savoirs traditionnels des Mbororos; e) Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, douzième session, février 2008, Genève, Suisse. Les délégués de l'Association MBOSCUA ont organisé, en marge de cette session, une manifestation axée sur les savoirs traditionnels des Mbororos, leurs droits fondamentaux, leurs droits fonciers et leur droit à l'autodétermination; f) Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, première session, octobre 2008, Genève, Suisse. Un délégué de l'Association MBOSCUA y a prononcé un discours et a participé aux débats.

Activités en rapporta avec les objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim. Cible 1 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. **Mesures :** a) accorder des microcrédits pour lancer 392 activités génératrices de revenus; b) accorder des subventions à 16 femmes chefs de famille. **Cible 2 :** Parvenir au plein emploi et offrir à chacun, y compris les femmes et les jeunes, la possibilité de trouver un travail décent et productif. **Mesure :** 47 femmes et jeunes ont décroché un emploi.

Objectif 2 : rendre l'enseignement primaire universel. Cible 1 : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. **Mesures :** a) parrainage de 240 filles et garçons inscrits dans l'enseignement primaire et secondaire; b) construction de 14 salles de classe dans des écoles primaires; c) fourniture annuelle de matériel pédagogique pour 10 écoles.

Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Cible 1 : Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, avant 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard. **Mesures :** a) 679 femmes ont appris à remettre en cause les rôles assignés à chacun des sexes en prenant part aux décisions concernant le foyer; b) 679 femmes ont suivi une formation pour savoir comment créer et diriger une entreprise; c) 392 femmes ont suivi une formation à la gestion d'entreprise; d) 476 femmes ont suivi une formation à l'approche participative tenant compte des disparités hommes-femmes.

Objectif 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Cible 1 : D'ici à 2015, enrayer la propagation du VIH/sida et commencer à inverser la tendance actuelle. **Mesures :** a) 240 étudiants/jeunes ont suivi une formation sur le VIH/sida; b) 7 patients touchés par le VIH/sida ont reçu une aide financière pour l'achat de médicaments; c) 38 orphelins et enfants vulnérables ont été pris en charge.

Objectif 7 : préserver l'environnement. Cible 3 : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement de base. **Mesures :** a) construction de six systèmes d'approvisionnement en eau potable; b) protection de six zones de captage d'eau; c) amélioration de quatre zones de pâturage; d) plantation de 5 000 arbres favorisant la reforestation et la rétention d'eau.

4. SimplyHelp

(Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

La Fondation SimplyHelp a pour mission de permettre aux plus démunis d'accéder à l'autonomie en proposant des services dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle, et en fournissant nourriture, logements et secours en cas de catastrophe naturelle.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

La Fondation SimplyHelp a assisté aux réunions suivantes au Siège de l'ONU, à New York : **2005** : a) avril et mai : réunions d'information hebdomadaires DPI/ONG; b) septembre : cinquante-huitième conférence annuelle DPI/ONG : « Notre défi : des voix pour la paix, la conclusion de partenariats et le renouveau »; **2006** : a) 27 février-10 mars : cinquantième session de la Commission de la condition de la femme. Le 1^{er} mars, SimplyHelp a organisé un atelier sur l'autonomisation des travailleuses migrantes; b) septembre : cinquante-neuvième conférence annuelle DPI/ONG : « Forger des partenariats efficaces au service de la sécurité humaine et du développement durable : une tâche inachevée »; **2007** : a) 26 février-8 mars : cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme : « Élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des filles ». Le 4 mars, SimplyHelp a organisé un atelier sur l'accès des filles à l'autonomie; b) septembre : soixantième conférence annuelle DPI/ONG : « Le changement climatique : en quoi il nous concerne tous ». Le 6 septembre, SimplyHelp a coparrainé un atelier de midi sur les incidences des changements climatiques pour les migrants (problèmes actuels et défis futurs); **2008** : cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme. Le 26 février, seizième réunion sur le financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En février, SimplyHelp a accueilli au Church Center, 11^e étage, Hardin Room (44th Street et 1st Avenue) un atelier sur le financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en Asie de l'Est. Le fondateur de SimplyHelp y a présenté un exposé sur les bonnes pratiques ayant cours au Cambodge et un représentant de la Fondation a animé les débats.

Activités en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement

Quatre régions géographiques : Amérique centrale, Asie, Afrique, et Amérique du Nord :

Objectif 1 : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, Cible 2. Actions :
 a) entre 2002 et 2008, 2 198 étudiants cambodgiens ont suivi une formation à l'informatique sanctionnée par un diplôme officiel; 90 % d'entre eux ont trouvé un emploi; b) depuis 2002, 1 686 étudiants cambodgiens vivant en milieu rural ont reçu une formation à la couture. Quarante-vingt-cinq pour cent d'entre eux ont trouvé un emploi dans des ateliers locaux de confection et 5 % ont monté leur propre entreprise; c) depuis 2006, 1 000 étudiants salvadoriens ont suivi des cours d'informatique; d) depuis 2006, 1 440 étudiants salvadoriens ont bénéficié d'une formation en cosmétologie; e) 36 personnes âgées et sans abri du Salvador ont été

accueillies dans les centres SimplyHelp pour personnes âgées, qui leur offrent logement, nourriture (à raison de 3 repas équilibrés par jour) et soins médicaux; f) 20 personnes âgées et sans abri du Panama ont été accueillies dans les centres SimplyHelp pour personnes âgées, qui leur offrent logement, repas équilibrés et soins médicaux; g) depuis 2005, 45 conteneurs de 14 x 12 mètres chargés de couvertures, de vêtements, de jouets, de médicaments, de matériel scolaire et d'autres fournitures ont été expédiés partout dans le monde à des personnes démunies; h) aux États-Unis, le fruit de 16 collectes de dons a été distribué à environ 3 500 personnes (familles vivant sous le seuil de pauvreté et sans-abri); i) en 2007, 10 maisons ont été construites pour des victimes de tremblements de terre au Pérou.

Objectif 2 : rendre l'enseignement primaire universel, Cible 1. Actions : Depuis 2003, 10 écoles primaires ont été bâties en Chine (provinces de Jiangxi, de Guizhou et du Sichuan) depuis 2003; b) chaque année, plus de 1 050 élèves chinois ont bénéficié d'un enseignement primaire grâce à SimplyHelp; c) quatre écoles du Nicaragua se sont vu offrir 100 ordinateurs; d) quatre écoles du Nicaragua ont reçu 100 machines à coudre.

Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Actions : a) L'école de couture mise sur pied en milieu rural au Cambodge a permis aux femmes de se prendre en mains; elle a élevé leur statut social et a créé une économie prospère au niveau local. Cinq pour cent des diplômés ont monté leur propre entreprise et comptent des fournisseurs et distributeurs partout au Cambodge; 95 % ont trouvé un emploi dans des ateliers de confection locaux; b) au Panama, il a été fait don de 25 ordinateurs neufs à des centres pour femmes; c) au Panama, il a été fait don de 25 machines à coudre neuves à des centres pour femmes; d) le 15 avril 2009, SimplyHelp a ouvert une centre de formation professionnelle pour femmes à La Libertad (El Salvador) qui propose des cours de cosmétologie, de cuisine, de pâtisserie et de couture, ainsi que des formations aux métiers de femme de chambre et de barmaid. Les femmes qui suivent l'une de ces filières pourront ainsi travailler dès la fin de leurs cursus dans le secteur touristique de la ville, en plein expansion.

5. Fondation S. M. Sehgal

(Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

La Fondation Sehgal a vu le jour en 1999 sous la forme d'un fonds d'affectation spéciale devant contribuer au développement intégré et durable des communautés villageoises d'Inde par des activités communautaires et un renforcement du pouvoir d'action des institutions locales. Initiative philanthropique au départ, la Fondation a décidé en 2002 de concrétiser par elle-même ses projets avant de transposer ensuite à grande échelle son modèle de développement villageois intégré et durable en s'appuyant pour ce faire sur l'Institute of Rural Research and Development (IRRAD) à Gurgaon (Haryana). L'IRRAD veut faire en sorte que les populations rurales de l'Inde aient l'envie et les moyens de rendre leur existence plus stable et plus prospère, grâce à des progrès en matière d'éducation, de

santé, de compétences et de gouvernance. Pour y parvenir, l'IRRAD applique le modèle de développement villageois intégré et durable à certains groupes de villages bien déterminés, renforce les capacités de développement rural, mène des recherches et se pose comme la principale institution scientifique pour le développement rural et la lutte contre la pauvreté. Les efforts déployés à cet effet consistent à élaborer des stratégies et programmes de lutte contre la pauvreté axés sur les besoins, à réaliser des études et à acquérir des connaissances sur des modèles de développement durables et reproductibles, à renforcer ses capacités grâce à la formation et à une analyse des incidences des politiques aux niveaux local, régional et national, à aider les populations pauvres à tirer le meilleur parti des politiques qui leur sont destinées et à préconiser des réformes politiques lorsque cela s'avère nécessaire. L'IRRAD s'est lancé dans cette voie en 2005 et est devenu totalement opérationnel en avril 2008, avec quatre établissements servant de centres de compétences et d'infrastructures de base pour la réalisation de sa mission, qui sont respectivement chargés : a) de la mise en œuvre des programmes; b) des formations; c) des travaux de recherche sur le volet rural; d) de la politique, de la gouvernance et de l'information.

Montrer l'exemple : L'IRRAD est implanté sur un campus vert à Gurgaon (État d'Haryana), qui associe simplicité de l'architecture et technologies respectueuses de l'environnement. Construit selon les critères de la catégorie « platine » des normes « Leadership in Energy and Environment Design (LEED) » instaurées par le Green Building Council américain, le bâtiment se distingue notamment par : a) des panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance de 35 kWc; b) un système de récupération des eaux pluviales et un système de chauffage/climatisation et d'éclairage à haut rendement énergétique; c) un système de recyclage des eaux usées; d) un site sans écoulement de surface. Le bâtiment a été inauguré le 2 décembre 2008 par le Gouverneur de l'État d'Haryana.

Domaine d'activité élargi : Si ses buts et objectifs généraux de même que la nature de ses activités n'ont pas changé par rapport à l'époque où elle s'est vu accorder le statut consultatif spécial, la Fondation a cependant repris neuf villages supplémentaires en développement dans les districts ruraux de Mewat et Kurukshetra de l'État Haryana, ce qui représente un total de 17 villages. Depuis 2005, la Fondation a aussi ajouté un programme sur les énergies nouvelles à son modèle de développement villageois intégré et durable. Le domaine d'activité a aussi été élargi à de nouveaux centres visant à renforcer le modèle de développement villageois intégré et durable. Le centre de recherche a entrepris d'évaluer les incidences des programmes de développement villageois intégré et durable, a défini des indicateurs clefs permettant de mesurer les progrès accomplis et les a régulièrement surveillés, et a analysé des indicateurs socioéconomiques et démographiques qui influent sur le développement et la pauvreté en milieu rural, à la fois à un microniveau (foyer ou village) et à un macroniveau (État et pays); le centre chargé de la politique, de la gouvernance et de l'information a pour sa part intensifié son action en travaillant étroitement avec un groupe de 30 personnes auxquelles il dispense une année de formation (juin 2008 à juillet 2009) sur divers programmes du Gouvernement et les aidant à voir comment tirer parti de ce à quoi ils ont droit.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'organisation n'a pas participé directement aux travaux de Conseil économique et social, ni à ceux de ses organes subsidiaires, pas plus qu'aux conférences ou réunions organisées par l'ONU. Toutefois, les programmes de développement villageois intégré et durable mis en place à Mewat et Kurukshetra (État d'Haryana) correspondent largement aux priorités du Conseil économique et social et aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Activités en rapport avec les objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, Cible 2 : Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. Actions : a) Nombre total de vies concernées par des interventions : 32 090; b) 235 personnes ont produit un revenu durable grâce à l'exercice d'une activité indépendante ou à la saisie d'une nouvelle offre d'emploi; c) 2 526 agriculteurs ou petits exploitants ont eu accès à des moyens de production, à des subventions et à des marchés; d) 15 178 filles et femmes ont bénéficié d'initiatives destinées à les rendre autonomes; e) 3 234 enfants ont bénéficié de programmes de distribution de repas scolaires; f) 85 personnes ont suivi des programmes de formations professionnelle axés sur les compétences. **Amélioration des revenus :** 13 groupes d'auto-assistance et trois associations de producteurs de fruits et légumes ont été créés. Cinq centres de documentation servant de pôles d'information pour les agriculteurs ont été mis en place. Parmi les autres réalisations de la Fondation, on retiendra également ce qui suit : 32 hectares convertis à l'horticulture, 44 hectares labourés, 75 bacs de lombricompost, 6 hectares irrigués au goutte à goutte, 60 hectares ensemencés de nouvelles cultures (légumineuses et pois cajan), 116 hectares de cultures associées, 388 hectares traités par micronutriments, 84 hectares mis en plates-bandes surélevées, 83 visites d'information organisées pour les agriculteurs, 138 réunions d'agriculteurs et 41 démonstrations présentées sur des champs d'exploitants agricoles.

Objectif 2 : rendre l'enseignement public universel. Cible 3 : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. Actions : a) 1 150 enfants ont eu accès à l'enseignement (scolaire et non scolaire); b) le nombre d'inscriptions visé pour les filles a été atteint (1 265 filles); c) 230 personnes se sont activement impliquées dans des actions de promotion de l'éducation. **Enseignement de compétences pratiques :** a) une étude d'évaluation du programme a été menée dans les villages pour déterminer quelles filles ne s'étaient pas inscrites aux cours, quel bénéfice en avaient retiré celles qui les avaient suivis, et quels domaines devaient être renforcés; b) des camps de jeunesse pour les garçons de 13 à 25 ans ont été organisés dans plusieurs villages; c) 499 filles ont terminé leur formation dans les centres d'enseignement de compétences pratiques, qui ont pour but de prodiguer aux adolescentes des cours d'alphabétisation de base et de développer leurs compétences pratiques; d) des ateliers d'orientation et des bourses d'études destinées aux écoliers villageois ont été mis en place; e) des comités éducatifs ont été réintroduits dans quatre villages; f) en partenariat avec l'ONG Development Alternatives, la Fondation a mis en place un programme unique d'alphabétisation par l'informatique – le projet TARA Akshard – qui permet d'acquérir des notions de base en hindi (lecture et écriture) en 30 jours; g) introduction de cours d'informatique (matériel et

logiciel), d'électricité et de réparation en interventions mobiles pour les jeunes des villages du centre communautaire de Ghaghas à Mewat (État d'Haryana).

Objectif 5 : améliorer la santé maternelle. Cible 6 : Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle. **Actions :** a) 7 598 personnes ont pu avoir plus facilement accès aux programmes de santé mère-enfant et aux programmes de soins de santé; b) formation de 40 sages-femmes locales. **Services de santé en milieu rural :** a) mise en place de comités villageois de santé et d'hygiène dans neuf villages concernés par le projet; b) 439 patients dépistés et 111 opérés gratuitement d'une cataracte dans les antennes ophtalmologiques; c) 113 enfants de 15 villages inscrits dans la structure d'accueil pour personnes handicapées – 29 d'entre eux ont été placés sur une liste en attente d'intervention chirurgicale, 58 ont reçu des équipements pour personnes handicapées, 22 ont été envoyés en rééducation et 5 ont été dirigés vers des hôpitaux locaux; d) amélioration du réseau sanitaire dans les villages du projet; e) 133 patients opérés des yeux et augmentation du nombre de personnes vaccinées; f) état des lieux réalisé dans le quartier de Nagina à Mewat, pour une évaluation du programme intégré de gestion des affections néonatales et infantiles en Inde (étude IPEN); g) aménagement d'une salle d'accouchement dotée d'un personnel compétent présent en permanence dans le village de Raniyala, secteur de Ferozpur Jhirkha (État d'Haryana); h) traitement de 1 500 dossiers de personnes handicapées pour permettre à celles-ci de toucher une pension mensuelle de l'État; i) installation de 599 toilettes dans le cadre de la campagne d'assainissement total piloté par la collectivité menée dans les villages du projet, et formation d'agents sanitaires bénévoles.

Objectif 6 : combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Le 1^{er} décembre de chaque année, l'organisation observe la Journée mondiale de la lutte contre le sida. En 2008, des arbres ont été plantés pour la Journée mondiale de l'environnement; le 8 mars, des documentaires et des films humoristiques sur l'autonomisation des femmes ont été projetés à l'occasion de la Journée internationale de la femme; le 22 mars, des réunions d'information sur l'eau ont été organisées à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. Plusieurs fresques murales et pièces de théâtre de rue ont permis de faire passer le message.

Objectif 7 : préserver l'environnement. Cible 10 : Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement de base. **Actions :** a) construction de 30 barrages régulateurs pour récupérer les eaux pluviales; b) réalisation de 45 puits de réserve et de 609 puits perdus pour la conservation de l'eau potable et la reconstitution des nappes phréatiques. **Gestion de l'eau :** a) marche de sensibilisation pour l'eau dans huit villages du projet et sessions d'information basées sur un module de formation dispensées aux élèves de six villages pour les amener à un usage réfléchi de l'eau; b) amélioration de la conception des pompes à bras, grâce à un soubassement en ciment et à un système d'écoulement de l'eau vers un puits perdu. Six pompes de ce type ont été installées; c) construction d'un barrage régulateur au village de Rangala Rajpur. Le barrage collecte 159 000 kilolitres d'eau de pluie, mettant ainsi 16 hectares de cultures à l'abri des inondations et permettant d'irriguer 20 hectares de terre à Panchayat qui, à défaut, seraient restés non cultivés en raison de la grande sécheresse; d) formation et renforcement des capacités d'autres organisations concernant la gestion de l'eau et conseils techniques pour la construction de puits perdus, le comblement de ravines, la remise en état d'étangs, la construction de barrages régulateurs et l'aménagement de systèmes de récupération des eaux de toit;

e) dans le village de Karheda, deux systèmes de récupération des eaux de toit ont été installés dans des écoles pour pallier le manque important d'eau potable; f) en 2008, la Fondation Sehgal a été retenue par l'agence de développement de Mewat pour faire partie des principales organisations en charge des différents projets de développement de bassins récepteurs; g) construction de deux barrages régulateurs dans le village de Kotla, où l'eau n'est disponible que dans un rayon de 200 mètres depuis les contreforts de la chaîne des Aravalli (la plus ancienne chaîne montagneuse d'Asie), et ce afin de permettre le renouvellement des nappes phréatiques; h) installation de 122 vannes en plusieurs points pour contrôler l'écoulement des eaux usées dans les rues; i) aménagement de 30 puits de recharge dans des villages du projet. **Construction de dispositifs de récupération des eaux pluviales** : Mise en place de 7 nouveaux barrages régulateurs, 4 buses (ouvrages de maçonnerie du côté amont de la buse pour limiter l'écoulement de l'eau à un certain niveau et lui permettre aussi de s'écouler au-delà), 107 puits d'infiltration et 10 puits de trempage. **Énergies renouvelables** : Installation de 10 lampadaires solaires – 5 à Rangala et 5 à Notki. **Projet de développement touristique endogène** : Le projet « Endogenous Tourism » a été lancé par le Ministère du tourisme et le PNUD pour promouvoir des modèles alternatifs au tourisme rural. Jyotisar a été l'un des 31 sites sélectionnés dans le pays pour participer à un projet de revenus durables grâce au tourisme endogène. Le complexe touristique de Kriti Kendra a été inauguré par le Conseiller adjoint de Kurukshetra le 23 décembre 2008. **Village témoin** : En collaboration avec les villageois et les pouvoirs publics, la Fondation aide le village de Notki (Mewat, État d'Haryana) à devenir un « village témoin ». **Notki en quelques chiffres** : a) population : 1 568 habitants; b) foyers : 196; c) taille moyenne des familles : 8 membres. **Principales interventions** : a) **Infrastructures** : Construction d'une voie d'accès (1 km), pose de cinq lampadaires solaires, réalisation d'un réservoir d'eau potable et installation de robinets fixes, fourniture d'un moteur hydroélectrique, mise en place d'un dispositif de récupération des eaux de toit; b) **Assainissement** : 6 puits d'infiltration, 92 toilettes, construction et réparation de blocs sanitaires; c) **Soins de santé** : Aménagement d'un local pour le suivi des grossesses et les accouchements, mise à disposition d'équipements, de kits d'accouchement et autres instruments nécessaires à un accouchement sans danger; d) **Éducation** : Modernisation de l'école primaire, recrutement d'une institutrice, augmentation du nombre de filles inscrites, remise en activité des comités villageois d'éducation, travaux de peinture et de blanchissement à la chaux des bâtiments scolaires, inscription sur les murs de citations éducatives, installation et réparation de portes et de fenêtres dans les classes, réalisation d'un coin-cuisine pour les repas de midi, aménagement paysager et plantation d'arbres autour des bâtiments, élévation des murs de clôture, réparation des jeux, mise à disposition de poubelles, installation de bancs; e) **Agriculture** : Plantation d'un verger témoin sur 1,7 hectare (897 plants, 13 espèces), réalisation d'un système d'irrigation au goutte à goutte peu onéreux, nettoyage et aménagement d'un chemin d'accès au verger témoin et pose de 150 corsets d'arbres.

6. Yad Sarah

(Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

Yad Sarah est la principale organisation humanitaire israélienne composée de bénévoles; elle propose, gratuitement ou pour un prix symbolique, une large gamme de services d'aide à domicile ou de services de proximité aux personnes handicapées, aux malades, aux personnes âgées, aux convalescents et à leur famille. Avec plus de 100 antennes réparties sur tout le territoire israélien pour lesquelles travaillent plus de 6 000 bénévoles, Yad Sarah permet chaque année au pays d'économiser plus de 400 millions de dollars en frais d'hospitalisation et en frais médicaux. Yad Sarah a mis en place, à un rythme de plus en plus soutenu, une puissante infrastructure qui vient compléter les programmes existants de soins à domicile. Il s'agit d'une organisation de bénévoles vouée à l'entraide sociale, qui s'efforce d'améliorer la qualité de vie des personnes en difficulté. Aux côtés du personnel de Yad Sarah, les bénévoles et les donateurs issus de tous les milieux sociaux et communautaires contribuent à cet engagement en proposant, temporairement ou à plus long terme, une série de services à domicile ou de services de proximité. Ces aides font appel à des techniques de pointe fiables et sont dispensées avec beaucoup de chaleur humaine afin de répondre aux besoins changeants d'une population diverse et d'âges différents. Les bénévoles, qui sont issus de toutes les classes sociales, sont le pivot de l'association, sa principale richesse, et le moteur de son développement. Yad Sarah s'efforce de faciliter la vie des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers au sein de la société israélienne, et se réjouit d'avoir la possibilité d'étendre ses activités à d'autres communautés ou pays. Actuellement, elle a des projets en cours avec la Jordanie, El Salvador et l'Angola.

II. Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Yad Sarah étant une organisation humanitaire de bénévoles basée en Israël, elle n'a pas les moyens d'envoyer des représentants aux conférences organisées partout dans le monde. Néanmoins, trois bénévoles ont été recrutés à New York pour représenter l'organisation au Siège de l'ONU. Les représentants de Yad Sarah ont assisté aux réunions d'information DPI/ONG, ont rencontré d'autres ONG et ont participé aux conférences annuelles DPI/ONG suivantes au Siège de l'ONU, à New York : a) 7-9 septembre 2005 : cinquante-huitième Conférence annuelle DPI/ONG « Notre défi : des voix pour la paix, la conclusion de partenariats et le renouveau »; b) 6-8 septembre 2006 : cinquante-neuvième Conférence annuelle DPI/ONG: « Forger des partenariats efficaces au service de la sécurité humaine et du développement durable : une tâche inachevée »; c) 5-7 septembre 2007 : soixantième Conférence annuelle DPI/ONG « Le changement climatique : en quoi il nous concerne tous ».

Yad Sarah s'enorgueillit d'être la première organisation juive israélienne à s'être vu octroyer le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. Ces quatre dernières années, nous avons aussi pu nous familiariser avec les travaux de l'ONU et nouer des contacts avec d'autres ONG afin de mettre en place des programmes et des projets humanitaires communs.
